

Convention collective

IDCC : 1525. – **MÉTALLURGIE**
RÉGION DUNKERQUOISE

(31 août 1988)

(Etendue par arrêté du 10 juin 1989)

ACCORD DU 22 MARS 2007
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} MARS 2007

NOR : *ASET0750544M*

IDCC : 1525

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie Flandre Maritime,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La FGMM-CFDT,

D'autre part,

il a été exposé et convenu ce qui suit :

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations au niveau de la profession et rappellent que le présent accord, conclu sur les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et les salaires minima garantis annuels (SEGA), ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

Article 1^{er}

Le barème des RMH servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé de 0,74 % à compter du 1^{er} mars 2007. La valeur du point RMH, base 35 heures, est fixée à cette date à 4,10 €.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH annexé au présent accord correspondent à un horaire de travail de 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail. Ils seront adaptés à la durée légale applicable dans les entreprises.

Ces montants mensuels étant fixés pour la durée légale du travail, ils doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 2

Le barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA), valable pour l'ensemble de l'année 2007 fixe, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975, le salaire annuel au-dessous duquel aucun mensuel ne peut être payé pour un horaire mensuel de 151,67 heures ou 35 heures par semaine.

Ces barèmes figurant en annexe du présent accord s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 2007.

Ces salaires effectifs garantis annuels (SEGA) tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Ces barèmes des SEGA doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 3

Il sera tenu compte, pour la comparaison avec les barèmes des SEGA, de l'ensemble des éléments bruts de salaire à l'exception des éléments suivants :

- primes d'ancienneté prévues à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective précitée ;
- majorations pour travaux pénibles, insalubres prévues à l'article 20 dudit avenant ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- participations découlant de l'intéressement et n'ayant pas un caractère de salaire ;
- sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Article 4

Les valeurs définies par les barèmes des SEGA seront calculées *pro rata temporis* en cas de survenance au cours de l'année de référence des différents événements suivants :

- changement de classification ou catégorie ;
- départ de l'entreprise ;
- absence du salarié.

En cas d'absence du salarié, il y aura lieu d'exclure des salaires bruts, tels que définis à l'article 3, toutes les sommes versées éventuellement par l'employeur, la sécurité sociale ou tout autre organisme pour indemniser la perte de salaire consécutive à l'absence.

Article 5

La vérification du compte du salarié interviendra en fin d'année civile.

Le versement du complément éventuel devra être effectué au plus tard avec la paye de février de l'année suivante.

Ce complément versé au titre de l'année précédente sera exclu de l'assiette de comparaison pour l'année en cours.

Article 6

Les barèmes des SEGA ne comportent aucune incidence sur les RMH qui servent de base de calcul à la prime d'ancienneté, telle que définie à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la région dunkerquoise, ainsi qu'aux articles prévoyant des majorations fondées sur le salaire effectif garanti mensuel.

Article 7

Le présent accord établi en vertu de l'article L. 132-1 et suivants du code du travail sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties contractantes.

En outre, il sera déposé à la direction départementale du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dunkerque.

Article 8

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence à en demander l'extension.

Article 9

Le présent accord prend effet à compter du 1^{er} mars 2007.

Fait à Dunkerque, le 22 mars 2007.

(Suivent les signatures.)

Barème salaires effectifs garantis annuels (SEGA)

*Pour 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine
(année 2007)*

Administratifs et techniciens
Agents de maîtrise

(sauf agents de maîtrise d'atelier)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE MAÎTRISE sauf atelier
I	1	140	15 185	
	2	145	15 200	
	3	155	15 220	
II	1	170	15 225	
	2	180	15 230	
	3	190	15 335	
III	1	215	15 625	AM 1 15 625
	2	225	16 125	
	3	240	16 500	AM 2 16 500
IV	1	255	17 360	AM 3 17 360
	2	270	18 155	
	3	285	19 355	AM 4 19 355
V	1	305	20.520	AM 5 20 520
	2	335	21.900	AM 6 21 900
	3	365	23.300	AM 7 23 300
		395	23 885	23 885

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE garanti
I	1	140	O1 15 185
	2	145	O2 15 200
	3	155	O3 15 220
II	1	170	P1 15 225
	3	190	P2 15 335

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE garanti
III	1	215	P3 16 070
	3	240	TA1 17 170
IV	1	255	TA2 17 805
	2	270	TA3 18 775
	3	285	TA4 19 815

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE garanti
III	1	215	AM1 16 260
	3	240	AM2 17 625
IV	1	255	AM3 18 140
	3	285	AM4 20 190
V	1	305	AM5 21 000
	2	335	AM6 22 305
	3	365	AM7 24 670
		395	25 265

Barème rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

*Pour 151,67 heures par mois
ou 35 heures par semaine*

Administratifs et techniciens

Agents de maîtrise

(sauf agents de maîtrise d'atelier)

Valeur du point : 4,10 €

(applicable à compter du 1^{er} mars 2007)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFF.	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE MAÎTRISE sauf atelier
I	1	140	574,00	
	2	145	594,50	
	3	155	635,50	
II	1	170	697,00	
	2	180	738,00	
	3	190	779,00	
III	1	215	881,50	AM 1 881,50
	2	225	922,50	
	3	240	984,00	AM 2 984,00
IV	1	255	1 045,50	AM 3 1 045,50
	2	270	1 107,00	
	3	285	1 168,50	AM 4 1 168,50
V	1	305	1 250,50	AM 5 1 250,50
	2	335	1 373,50	AM 6 1 373,50
	3	365	1 496,50	AM 7 1 496,50
		395	1 619,50	1 619,50

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFF.	POINT À 4,10 €	MAJORATION 5 %	MINIMUM hiérarchique
I	1	140	O1 574,00	28,70	602,70
	2	145	O2 594,50	29,73	624,23
	3	155	O3 635,50	31,78	667,28

NIVEAU	ÉCHELON	COEFF.	POINT À 4,10 €	MAJORATION 5 %	MINIMUM hiérarchique
II	1	170	P1 697,00	34,85	731,85
	3	190	P2 779,00	38,95	817,95
III	1	215	P3 881,50	44,08	925,58
	3	240	TA1 984,00	49,20	1 033,20
IV	1	255	TA2 1 045,50	52,28	1 097,78
	2	270	TA3 1 107,00	55,35	1 162,35
	3	285	TA4 1 168,50	58,43	1 226,93

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFF.	POINT A (4,10 €)	MAJORATION 7 %	MINIMUM hiérarchique
III	1	215	AM1 881,50	61,71	943,21
	3	240	AM2 984,00	68,88	1 052,88
IV	1	255	AM3 1 045,50	73,19	1 118,69
	3	285	AM4 1 168,50	81,80	1 250,30
V	1	305	AM5 1 250,50	87,54	1 338,04
	2	335	AM6 1 373,50	96,15	1 469,65
	3	365	AM7 1 496,50	104,76	1 601,26
		395	1 619,50	113,37	1 732,87